

## SÉGRÉGATION RÉSIDENTIELLE ET SCOLAIRE AUX ÉTATS-UNIS

L'expérience du busing

Gary Orfield, Patricia Gándara

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) | « Informations sociales »

2010/5 n° 161 | pages 96 à 102

ISSN 0046-9459

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-5-page-96.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gary Orfield, Patricia Gándara, « Ségrégation résidentielle et scolaire aux États-Unis. L'expérience du busing », *Informations sociales* 2010/5 (n° 161), p. 96-102.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

© Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Ségrégation résidentielle et scolaire aux États-Unis

## L'expérience du *busing*

Gary Orfield – politiste, Patricia Gándara – psychologue



*Si la ségrégation résidentielle est l'une des conséquences principales de l'inégalité raciale aux États-Unis, la ségrégation scolaire, qui en résulte, aggrave le phénomène. Le *busing*, ou la possibilité d'amener les enfants des quartiers défavorisés dans d'autres écoles plus « mixtes », est une réponse efficace, à condition d'être soutenue par les autorités et articulée avec les politiques d'égalité en matière de logement. Elle est d'autant plus importante que les enfants non blancs, privés de capital social, culturel et relationnel, ne peuvent compter que sur l'école pour espérer poursuivre leurs études.*

Le mécanisme fondamental de la hiérarchisation raciale dans les États-Unis d'aujourd'hui n'est ni un asservissement imposé par la violence ni un racisme d'État ; c'est un système d'habitat séparé accompagné de ségrégation et d'inégalité scolaires. Il se compose d'un faisceau de processus discriminatoires qui concourent à isoler les minorités des réseaux de capital social et d'opportunités économiques et éducatives auxquels les Blancs sont tout naturellement connectés. Cet habitat séparé, que les Blancs – mais pas les minorités – considèrent généralement comme un effet des choix personnels de chacun sur le marché du logement, est en réalité le produit, d'une part, de certaines politiques publiques et pratiques administratives et, d'autre part, d'une série de phénomènes issus de la discrimination historique tels que formes privées de discrimination, peurs réciproques, inégalité des savoirs et des réseaux, contraintes diverses s'exerçant sur ces prétendus « choix ». Tout cela perpétue l'isolement résidentiel même en l'absence de discrimination active. Nous souhaitons observer dans cet article le fonctionnement de deux aspects essentiels, et liés entre eux, de la stratification ethnique et raciale aux États-Unis : la ségrégation résidentielle et scolaire. Nous souhaitons

également rendre compte d'expériences de déségrégation, notamment celle du *busing* qui a donné lieu à d'importants débats.

### Les effets de la double ségrégation, résidentielle et scolaire

Plus de 80 % de la population des États-Unis vit dans des « aires urbaines » (*metropolitan areas*) qui souvent englobent des centaines de quartiers, plusieurs municipalités et des dizaines de districts scolaires, ces derniers recrutant chacun son propre personnel et gérant ses propres établissements tout en étant tenus de respecter certaines dispositions générales et de satisfaire aux critères fixés par l'administration de l'État. Il existe depuis quarante ans des lois interdisant la discrimination en matière de logement. Et pourtant, comme le montrent de très nombreux travaux (Sousa Briggs, 2005 ; Harris et McArdle, 2004 ; Stuart, 2000), le degré de séparation résidentielle des races et ethnies est beaucoup plus élevé que ne pourraient l'expliquer les différences économiques ou les préférences des groupes minoritaires.

Les écoles – qui déterminent pour une très large part les chances des jeunes générations – reflètent, voire accentuent le phénomène. La ségrégation y est en effet encore plus forte que dans l'habitat (sauf quand il existe un plan de déségrégation)

« (...) le degré de séparation résidentielle des races et ethnies est beaucoup plus élevé que ne pourraient l'expliquer les différences économiques ou les préférences des groupes minoritaires. »

parce que les foyers blancs ayant des enfants d'âge scolaire veillent à habiter des zones où la ségrégation de race et de classe est plus marquée, parce que les enfants de groupes minoritaires n'ont guère accès à l'enseignement privé, et parce que l'évolution démographique générale veut que les cohortes les plus jeunes soient beaucoup moins blanches que les précédentes.

La ségrégation scolaire aux États-Unis est forte. Les élèves noirs et hispaniques fréquentent pour une large part des écoles à forte ségrégation et où la plus grande part de leurs camarades sont pauvres. Les statistiques nationales montrent que les enfants de familles blanches défavorisées vivent dans des milieux – scolaires et non scolaires – où ils côtoient beaucoup d'enfants et de familles de classes moyennes, tandis que les enfants noirs ou hispaniques inscrits dans des écoles fortement ségréguées ne fréquentent presque que des pauvres. Ainsi, en 2006-2007, le pourcentage moyen d'élèves blancs dans une école fréquentée par un élève blanc est de 76,6 % et le pourcentage moyen d'élèves pauvres dans une école fréquentée par un élève noir est de 58,8 % (1). C'est ce que nous appelons la double ségrégation. Le système d'affectation de l'enfant à l'école la plus proche de son domicile, superposé à la ségrégation résidentielle, aboutit naturellement au résultat que les Blancs ont des établissements de quartier fréquentés par des enfants de classe moyenne, tandis que la vie scolaire des non-Blancs est frappée de double ségrégation ; et même, de plus en plus souvent, triple, en comptant la langue.

Les écoles publiques, généralement fréquentées par les jeunes du quartier environnant, connaissent une ségrégation encore plus sévère que l'habitat, pour une série de raisons démographiques, économiques et sociétales. La

“ Les écoles publiques (...) connaissent une ségrégation encore plus sévère que l'habitat (...). ”

ségrégation de l'habitat est encore plus marquée pour les familles avec enfants d'âge scolaire que pour les autres ménages. Les familles non blanches envoient davantage leurs enfants à l'école publique que les autres. Quant aux établissements catho-

liques, qui sont aussi très souvent des écoles de quartier et qui pratiquent des prix relativement abordables, ils connaissent également une forte ségrégation.

Or, plus le parcours académique devient le facteur déterminant du statut économique et social, plus dévastateur sera l'effet de la ségrégation scolaire puisque l'école joue un rôle encore plus décisif dans la destinée des enfants non blancs qui ne disposent pas, dans leur famille ou leur quartier, du capital social dont bénéficient les enfants des familles instruites, avec leur culture, leurs relations, leur maîtrise de l'anglais et leur connaissance des meilleures voies de préparation à l'université.

Le rapport Coleman de 1966, *Equality of Educational Opportunity*, basé sur une énorme enquête nationale conduite par l'État fédéral, a eu le grand mérite d'établir que les résultats des établissements scolaires ne dépendent guère de l'argent dont ils disposent mais sont en revanche fortement corrélés au milieu social des élèves et au niveau de connaissances des maîtres, comme l'ont mesuré des tests standardisés. Les réseaux et la répartition des ressources d'enseignement ne sont pas seulement des éléments déterminants du capital social mais aussi du capital éducatif. Les écoles qui connaissent la pire situation sont celles qui sont isolées et desservent des collectivités elles-mêmes isolées et défavorisées.

“ L'intégration scolaire en zone urbaine est dans une très large mesure le traitement de l'un des symptômes majeurs de l'inégalité raciale (...). ”

L'une des raisons pour lesquelles, aux États-Unis, la lutte pour l'égalité raciale se mène sur le terrain de l'enseignement plutôt que sur celui du logement est que les transactions immobilières sont individuelles et complexes et qu'elles se nouent à

une écrasante majorité sur le marché privé, ce qui occulte bon nombre de formes de discrimination.

En revanche, il est possible, dans l'enseignement, de modifier radicalement et rapidement la réalité sociale en réaffectant autrement les élèves et les enseignants des écoles publiques qui scolarisent la grande majorité des enfants américains. L'intégration scolaire en zone urbaine est dans une très large mesure le traitement de l'un des symptômes majeurs de l'inégalité raciale, la cause profonde de celle-ci étant la ségrégation résidentielle.

## Pièges et bon usage du choix scolaire

Le libre choix de l'école n'est pas de tradition dans l'enseignement public américain. Nombre de ses modalités ont été expérimentées ou le sont encore ; et leur impact (ou au contraire celui de l'affectation obligatoire) sur les décisions des particuliers en matière de logement et notamment sur la « fuite des Blancs » fait l'objet de nombreux débats. L'enseignement public américain était organisé pour desservir tous les points du pays, l'adresse de l'élève déterminant automatiquement, par tradition, l'établissement où il était inscrit. Dans les États à ségrégation officielle, le critère racial s'ajoutait à celui du domicile : deux enfants de races différentes habitant dans le même secteur scolaire étaient affectés par l'administration à des écoles différentes. Quelques lycées très réputés pour éléments particulièrement brillants, comme le *Boston Latin*, le *Bronx Science* et la *Lowell High School* de San Francisco échappaient à la règle, mais ces exceptions étaient rarissimes. La liberté de choix fut injectée massivement dans le système à la suite des arrêts de la Cour suprême ordonnant la déségrégation au nom de la Constitution. Les États du Sud interprétèrent cette obligation non comme une injonction d'en finir réellement avec la ségrégation mais simplement comme la levée de son caractère contraignant : ils maintinrent donc les établissements tels qu'ils étaient tout en autorisant les inscrits à en changer s'ils le souhaitaient.

Cette « liberté » fut rendue un peu plus effective après la loi de 1964 sur l'égalité des droits : il fut alors exigé que tous les élèves reçoivent un imprimé où exprimer leurs vœux, que des transports gratuits soient mis à leur disposition et que l'on refuse tout changement d'affectation qui aggraverait la ségrégation, par exemple des transferts d'élèves blancs d'une école panachée vers une école plus blanche. Dans le Nord, où il n'y avait pas de loi de ségrégation, le système du choix fut appelé « inscriptions ouvertes », proche de ce qui existe actuellement dans une partie du système français, et qui permet d'inscrire ses enfants dans un autre quartier sans que pour autant l'administration ait obligation de pourvoir à leur transport. On allait rapidement s'apercevoir que ce système était néfaste aux quartiers de diversité car il favorisait la « fuite » d'enfants de familles blanches et l'aggravation de l'isolement des autres : les Blancs ne choisissant jamais d'aller s'inscrire dans des zones à forte population non blanche, tandis que les non-Blancs hésitent à envoyer leurs enfants dans un établissement où ils ne se sentiraient pas les bienvenus ou bien où il n'y aurait ni enseignants ni programmes liés de quelque façon que ce soit à leur culture et à leur histoire. Ce système fut finalement jugé contraire à la Constitution à l'occasion de plusieurs procès importants en tant que pratique publique aggravant *de facto* la ségrégation. Quant au système du Sud, même avec les dispositions protectrices introduites dans la deuxième phase, il fut rejeté par les autorités et les cours fédérales vers la fin des années 1960 parce qu'il n'avait absolument pas réussi à produire des écoles intégrées.

## Déségrégation par le busing

Le « libre choix » fit son retour sous une forme plus élaborée dans les années 1970. Les grandes villes, jugées coupables de pratiques publiques aggravant la ségrégation, durent prendre des mesures « d'intégration » effective de leurs écoles. Mais elles voulaient éviter les transferts autoritaires (*busing*) qui avaient suscité de terribles conflits au début de la décennie. « *Busing* » est le nom

“ *Le busing fut une affaire extrêmement conflictuelle (...).* ”

dont furent affublés les plans d'intégration scolaire par le gouverneur ségrégationniste de l'Alabama George Wallace, candidat à la présidence en 1968 (2). *Le busing* fut une

affaire extrêmement conflictuelle, surtout quand il fut appliqué pour la première fois dans plusieurs dizaines de villes du Sud, au début des années 1970. Rien n'indique que la façon de se rendre à l'école a le moindre impact pédagogique ; du reste, la majorité des écoliers américains prennent le bus, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la race mais tiennent à un habitat urbain généralement très extensif, sans parler des zones rurales. Les effets de l'intégration obtenue par le *busing* dépendent naturellement de la composition de l'école d'accueil et de la manière dont le plan d'intégration est appliqué. Toutefois, on peut dire d'une manière générale que la déségrégation tend à améliorer, modestement, les résultats aux tests et, plus nettement, les chances des élèves non blancs d'obtenir le diplôme de fin d'études secondaires, d'entrer à l'université et de réussir leur vie professionnelle ; elle n'a aucun effet négatif sur les résultats scolaires ou la réussite ultérieure des Blancs. C'est que les enfants défavorisés sont plus fortement influencés par l'école tandis que ceux de la classe moyenne le sont davantage par le milieu familial, de sorte qu'un groupe peut y gagner sans que l'autre y perde. Les enquêtes sur les élèves des écoles intégrées donnent des résultats fortement positifs pour tous les groupes en ce qui concerne l'aisance de leurs rapports mutuels, la connaissance qu'ils ont les uns des autres, leur degré de préparation à un avenir de vie et de travail dans des milieux mixtes (3). La stabilité d'un plan dépend de la composition de la population concernée, des conditions locales

“ (...) *la déségrégation tend à améliorer, modestement, (...) les chances des élèves non blancs d'obtenir le diplôme de fin d'études secondaires, d'entrer à l'université et de réussir leur vie professionnelle (...).* ”

du marché du logement et de la mesure dans laquelle le plan tient compte de ce dernier. La plupart des plans de *busing* ont été ordonnés par des tribunaux, mais ils font largement appel à différents mécanismes de choix. Les études effectuées montrent que les résultats les plus positifs s'obtiennent quand les enseignants et les administrateurs

sont expressément formés à faire régner dans leurs établissements un climat d'équité, de respect mutuel et d'interaction sur un pied d'égalité.

On a donc imaginé de créer des écoles dotées de projets spéciaux, ouvertes en principe aux enfants de toutes races et de n'importe quel quartier du

district scolaire, mais qui assurent la diversité de leur recrutement par le biais de listes d'attente séparées par race. L'idée a donné naissance à de nombreux établissements qui rencontrent un grand succès mais suscitent aussi, pour cette raison même, des contestations de la part de parents qui n'y trouvent pas de place. Ces « écoles attractives » (*magnet schools*) accueillent aujourd'hui plus de deux millions d'élèves dans l'ensemble des États-Unis. Une autre méthode, dite du « choix encadré » (*controlled choice*), a été inventée à Cambridge (Massachusetts) après la triste expérience de la déségrégation de Boston qui avait rencontré des résistances acharnées. Toutes les familles de cette ville de grande diversité, séparée de Boston par la *Charles River*, ont été invitées à formuler leurs vœux sur la base de la liste générale des établissements : elles pouvaient choisir n'importe quelle école, dont beaucoup proposaient des projets spéciaux. La plupart des élèves ont obtenu l'un des deux établissements qu'ils avaient placés en tête. Un bon niveau de déségrégation a ainsi été maintenu trois décennies durant, même s'il restait toujours des parents mécontents. Les enquêtes effectuées ont révélé des réactions très positives des élèves à cette expérience qui a suscité peu de conflits politiques ouverts. Le système a été repris dans de nombreux autres districts scolaires.

\*\*\*

La ségrégation résidentielle n'a pas attendu les plans de déségrégation scolaire, elle se produit aussi dans les localités qui n'en ont jamais eu, et elle se poursuit même là où il n'y en a plus. Les plans qui réussissent le mieux sont ceux qui à la fois sont les plus radicaux et prennent en compte le marché de l'immobilier à l'échelle de toute l'agglomération. Plusieurs métropoles ayant lancé il y a une trentaine d'années ce type de plan présentent un réel accroissement de leur mixité résidentielle. L'intégration résidentielle des Noirs a sensiblement augmenté depuis les premières lois sur l'égalité des droits et les arrêts de déségrégation scolaire, les progrès étant les moins nets dans les villes les plus anciennes. On observe aujourd'hui un mouvement de « reségrégation » scolaire dans les banlieues, notamment celles des plus grandes métropoles ; celles-ci n'ont pas, pour la plupart, de politique d'ensemble de déségrégation scolaire et laissent le marché de l'immobilier décider de l'évolution de tel ou tel quartier.

Pour résumer, tout indique que la ségrégation résidentielle a tendance à faire tache d'huile, qu'il y ait ou non déségrégation scolaire ; qu'empêcher cela nécessite des efforts concentrés et concertés mais que les bénéfices en sont réels ; et que l'on obtient sans doute de meilleurs résultats avec des plans de déségrégation scolaire couvrant une zone large et étayés par une application

“ Ces « écoles attractives » (...) accueillent aujourd'hui plus de deux millions d'élèves dans l'ensemble des États-Unis. ”

“ On observe aujourd'hui un mouvement de « reségrégation » scolaire dans les banlieues (...). ”

rigoureuse de la législation sur l'égalité en matière de logement, les ménages non blancs n'ayant bien souvent pas vraiment le choix de leur résidence même s'ils ont des moyens.

## Notes

---

1 - Source : calcul du *Civil Rights Project* à partir des chiffres fournis par le *National Center for Education Statistics*.

2 - Mot forgé d'après les *school buses* utilisés pour le transport des élèves.

3 - « *Statement of American Social Scientists of Research on School Desegregation to the U.S. Supreme Court* », 2006.

## Bibliographie

- Harris D. J. et McArdle N., 2004, « **More than Money : The Spatial Mismatch between where Homebuyers of Colors can afford to live and where they actually reside** », étude menée par le *Fair Housing Center of Greater Boston* et la *Metro Boston Equity Initiative* du *Civil Rights Project* of Harvard University.
- Orfield G., 1978, *Must We Bus ? Segregated schools and National Policy*, Washington DC, Brooking Institution Press ; 1998, « **Politique générale et équité : un tiers de siècle de réformes de l'éducation aux États-Unis d'Amérique** », *Perspective*, vol. XXIX, n° 4, p. 657-676.
- Orfield G. et Eaton S., 1996, *Dismantling Desegregation*, New York, New Press.
- Sousa Briggs X. (de), (dir.), 2005, *The Geography of Opportunity : Race and Housing Choice in Metropolitan America*, Washington DC, Brooking Institution Press.
- Stuart G., 2000, « **Segregation in Boston Metropolitan Area at the end of the 20<sup>th</sup> Century** », *working paper*, *The Civil Rights Project*, Harvard University and Taubman Center for State and Local Government, Kennedy School of Government, février.

Ce texte est pour partie issu d'une synthèse de recherche pour la *French-American Foundation*.